

657

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 657 28 octobre 1982
Dix-neuvième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 52 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Points de vue:
Jeanlouis Cornuz
Helena Mach

Le Signal

Dans le journal, pages vite tournées, il accrochait l'œil: encadré à filet noir, texte carré, titre sur deux colonnes, dans l'angle droit, en haut de la page de droite.

La direction du Crédit Suisse tenait donc conférence de presse en Suisse centrale. Une quarantaine de journalistes — le nombre est une référence — entendirent, au Bürgenstock, M. Robert A. Jeker, président désigné de la direction générale.

Nous transcrivons le compte rendu de l'Agence télégraphique suisse:

Pour sa part le président désigné de la direction générale du Crédit Suisse, M. Robert A. Jeker, a affirmé que l'indexation automatique des salaires dans les conventions est inacceptable. M. Jeker pense que le signal donné par les banques suisses de ne pas entrer en matière sur l'indexation automatique des salaires à partir du 1^{er} janvier 1983 «sera suivi par les autres agents économiques».

L'indexation automatique pour les fonctionnaires n'est pas encore entrée en vigueur et, pour M. Jeker, il ne faut pas que cette mesure s'effectue deux fois par année. Il est nécessaire par contre de corriger l'erreur de 2,5% dans le calcul de l'indice. M. Jeker espère aussi que la décision du Parlement d'introduire la semaine de 43 heures pour les fonctionnaires fédéraux et l'augmentation des effectifs du personnel n'entreront pas en vigueur, car dans la situation économique actuelle ces mesures mettraient en danger les emplois, a encore ajouté le futur président de la direction générale du Crédit Suisse.

Tout y est. La volonté des banques suisses, à travers leurs propres discussions salariales, d'imposer une ligne de conduite restrictive aux autres agents économiques. La mauvaise foi d'invoquer les

erreurs de calcul de l'indice. La pression exercée sur le Parlement. L'hostilité au secteur public.

M. Jeker, au naturel, ressemble à ce qui serait une caricature de lui-même. On pourrait s'étonner de cette manie impudique des grands directeurs de banques de se mêler de tout, de distribuer avec suffisance leurs leçons. Plus ils sont secrets sur les affaires privées, et plus ils sont bavards sur les affaires publiques.

De la part du Crédit Suisse, on apprécie d'autant plus cette absence de réserve. Du temps de l'affaire de Chiasso, le marché de l'argent en Suisse fut perturbé. Légère hausse des taux d'intérêt. Le canton de Vaud, au même moment, émettait un emprunt obligataire de quelques dizaines de millions de francs. Il dut accepter des conditions d'un quart plus élevé, conséquence des vagues Crédit Suisse. Il lui en coûta, et il lui en coûte toujours quelque 100 000 francs l'an, supplémentaires. Cent modestes contribuables pour qui les 1000 francs d'impôts cantonaux sont lourds peuvent se dire qu'ils paient pour le Crédit Suisse.

Mais le signal dont M. Jeker parle est valable pour les deux camps. L'Union syndicale suisse a réagi de cette manière lors de son congrès de Lausanne. Les résolutions votées formulent des principes justes; il appartiendra aux fédérations de les imposer avec énergie. La grande manifestation commune à Berne, le 27 novembre, sera de ce point de vue hautement significative.

Puisque nous sommes au temps de la provocation, il n'y a plus qu'une manière de répondre: le regroupement sur des objectifs simples, dont en priorité la défense du pouvoir d'achat. Toutes les familles de la gauche peuvent sur ce terrain retrouver un langage commun et un esprit unitaire.

Où est la volonté de discussion, d'ouverture, le sens du partenaire social dans les propos de M. Jeker?

Sur un tel ton, il n'y a pas de dialogue possible. Mais l'absence de dialogue n'exclut pas la réplique.

André Gavillet.

Einstein for ever

Pouvoir de la science et des scientifiques: Pierre Lehmann, vous en souvenez-vous, avait ouvert les feux dans ces colonnes à propos du projet d'anneau souterrain du LEP dans la région franco-genevoise. Le débat avait rebondi à travers quelques contributions de lecteurs (DP 635 à 637, 640, 641 et 643). L'échange avait été plutôt vif et nous en étions restés à une duplique de P. Lehmann sur le thème des «illusions scientifiques». G. Meylan, directement visé, en était resté sans voix, non pas à court d'arguments, mais contraint au silence par un déplacement à l'étranger rendu nécessaire par ses travaux de recherche. Aujourd'hui il précise son optique, dans le droit fil de la controverse amorcée avant l'été. Nous publions sa lettre, convaincus qu'une réflexion sur ces thèmes est toujours plus indispensable. Voyez par exemple le dernier rapport du Fonds national de la recherche scientifique qui permet de constater une inflexion de la «répartition» des sommes disponibles: si en 1965 le secteur «sciences exactes et naturelles» absorbait la moitié des subventions, l'année dernière sa part se montait à 37% «seulement» du total, tandis que celle des sciences humaines, pendant la même période, passait, elle, de 10% à 22%. Une indication qu'il s'agira d'interpréter alors que la crise économique jette une lumière crue sur les capacités d'innovation de notre industrie. Et cela, alors que la loi sur la recherche va être examinée par le National (Réd.).

En juin dernier, dans ces mêmes colonnes (DP 643), Pierre Lehmann parlait d'illusions scientifiques à propos d'un article traitant du projet du LEP et plus généralement de la science et des scientifiques. Mon propos n'est pas de prolonger indéfi-

niment ce débat, mais de clore notre échange épistolaire par quelques précisions, puisque P. Lehmann disait ne pas m'avoir très bien compris.

Découverte/invention. Il s'agit en partie d'un problème de sémantique. Il est important de distinguer les connaissances pures des applications technologiques qui en découlent parfois. Ainsi la mécanique céleste, datant d'un siècle environ, forme un ensemble de lois mathématiques belles par elles-mêmes et pour elles-mêmes. Toute personne l'abordant d'un point de vue professionnel ou en amateur en retire un réel plaisir (si un certain effort est fourni!). En revanche, il est regeffable qu'elle ait engendré la satellisation d'engins de guerre autour de la terre. Mais peut-on en imputer la responsabilité aux mathématiciens et astronomes du XIX^e siècle? Faut-il arrêter la recherche mathématique ou physique pure sous prétexte que dans un siècle ces théories serviront des fins militaires, donc néfastes? Ma réponse est deux fois «non».

Quant aux scientifiques mettant sciemment au point des technologies meurtrières à l'aide de travaux théoriques, ils devraient se sentir entièrement responsables des conséquences prévisibles de «leurs œuvres». C'est, malheureusement, rarement le cas. De toute façon, seule la diminution des crédits militaires freinera l'insensée course aux armements.

Qui doit choisir. Les scientifiques, dans leur domaine propre, demeurent les seules personnes à pouvoir porter un jugement sur l'orientation de la recherche fondamentale. On imagine mal le peuple suisse se prononçant par voie de référendum pour ou contre l'étude des quarks, constituants subnucléaires. Par contre, il serait urgent de démocratiser les choix technologiques, car ces derniers «engagent l'avenir de tout citoyen et transforment les caractéristiques de notre société» («Le Monde diplomatique», N° 342, sept. 1982). Superphénix est une aventure technologique hasardeuse; le LEP ne fera qu'apporter de nouvelles connaissances (on

peut regretter quelques maladresses dans la présentation des différents projets).

Emotion et compréhension. La méthode scientifique demeure, jusqu'à nouvel avis, la seule façon de comprendre le monde qui nous entoure de façon objective, c'est-à-dire d'une manière qui soit la même pour tout un chacun. Des lois permettent d'expliquer et de prédire un phénomène naturel comme la révolution de la terre autour du soleil. Tout scientifique utilisant ces lois parviendra aux mêmes résultats, quelles que soient ses appartenances ethnique et politique, et pour autant qu'il ne se trompe pas trop dans ses calculs.

«Comprendre» Picasso, ou le film «Le Miroir» du génial Tarkovski, procède au contraire d'une démarche moins universelle, plus subjective et personnelle puisque impliquant l'émotivité de l'observateur. La compréhension scientifique me paraît donc séparée des autres manières d'appréhender l'espace qui nous entoure: ce n'est aucunement regrettable; cela nous permet de «jouer sur plusieurs plans».

Il est essentiel de dire que toute recherche fondamentale aide à la compréhension de l'univers, aussi bien via la physique nucléaire que par l'observation du cosmos. Notons aussi que nous vivons «plus près» du monde nucléaire (10^{-12} cm pour le diamètre d'un noyau atomique¹) que de l'univers observable (10^{28} cm de rayon²). Voilà une raison de moins, M. Lehmann, de dédaigner l'étude de l'«infiniment petit» pour s'adonner à la seule contemplation du cosmos, par ailleurs fascinant!

Pour conclure, il est faux de présenter tous les scientifiques comme des imbéciles heureux, maniaques de leur petite spécialité, se lavant les mains des conséquences de leur recherche. Einstein, dans sa fameuse lettre du 2 août 1939, incita le président

¹ 10^{-12} cm = 1/1 000 000 000 000 cm.

² 10^{28} cm = 10 000 000 000 000 000 000 000 000 000 cm.

Roosevelt à démarrer le programme qui devait tristement aboutir aux massacres d'Hiroshima et Nagasaki; mais il ne s'en lava pas les mains et bien que physicien actif jusqu'à la fin de ses jours, il devait déclarer en 1952: «L'amélioration des conditions d'existence dans le monde entier ne dépend pas essentiellement de la connaissance scientifique, mais de la réalisation des traditions et idéaux humains. Je pense en effet que des hommes comme Confucius, Bouddha, Jésus et Gandhi ont davantage contribué à fonder une éthique pour l'humanité que la science ne le fera jamais.»

G. Meylan.

COMMUNICATION

Ringier: ambitions déçues

Treize mois, c'est le délai qu'il aura fallu au plus important éditeur de Suisse, Ringier («Blick»), pour reconnaître qu'il n'était pas capable d'imposer à la Suisse alémanique un «nouveau» produit de presse. Les millions ne manquaient pas, ni l'ambition commerciale. A fait défaut, sans doute, la volonté de sortir des chemins battus et de trouver un ton original: c'est peut-être la rançon des études de marketing et autres analyses des «créneaux» de vente, de tellement «coller» à son public potentiel, de lui livrer à ce point ce qu'il attend, qu'on en oublie de surprendre et de prendre des risques. Ce conformisme, fût-il teinté des couleurs chatoyantes du dynamisme bon chic bon genre et de l'impertinence à usage élitaire, n'a pas fait recette face à quelques valeurs sûres de la presse quotidienne (elle couvre outre-Sarine un terrain beaucoup plus large qu'en Suisse romande) et à des titres aussi confirmés que la «Weltwoche», décidée à ne pas perdre de terrain, ou le «Spiegel». Avec «Die Woche» est rayé d'un trait de plume le dernier hochet que s'était offert le PDG de Ringier, H. Oswald, avant sa retraite. Envolées, les promesses d'une expérience à long terme (six ans):

la rentabilité a dicté sa loi sans rémission, bien dans la ligne, au sein de l'entreprise, de la passation des pouvoirs en cours, avec l'affirmation, au sommet de l'organigramme, de la «jeune» génération Ringier (Christoph).

La formule «nationale» de deux hebdomadaires couplés, l'un édité en allemand et l'autre en français, ayant vécu, subsiste le pendant romand de «Die Woche», «L'Hebdo». Cette publication, au lancement de l'expérience, n'occupait qu'une place de moindre importance dans la stratégie commerciale de Ringier: c'est la réussite suisse allemande qui devait lui permettre de gagner petit à petit un public, à son rythme en quelque sorte.

Les objectifs de croissance de «L'Hebdo» avaient été calculés en fonction de cette situation marginale par rapport à «Die Woche». Ces objectifs sont réputés atteints aujourd'hui (si on excepte la percée publicitaire, toujours très faible), mais ils ne garantissent pas la survie économique de l'hebdomadaire. Jusqu'à quand Ringier supportera-t-il les déficits considérables d'une formule réduite à son expression romande? Le sacrifice brutal de «Die Woche» incite à la prudence, alors même que l'éditeur de «Blick» est déjà présent en Suisse romande avec «L'Illustré».

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

La paille et la poutre

— Vous direz ce que vous voudrez: ces Arabes...

Toujours les mêmes... Mendiants, importuns...

— Et les Italiens, donc!

— Oui, mais surtout les Arabes! Ecoutez plutôt ceci, que je tire de la *Revue de Paris*:

«Mais ce qui excède le touriste, bien plus que les méfaits de l'industrie hôtelière, c'est l'exploitation dont il est victime de la part de la population entière. (...) L'étranger peut avoir l'illusion de (se) promener libre, tant qu'il n'est pas dans le voisinage trop direct de ce qu'il est venu admirer; mais

dès qu'il approche des lieux consacrés, un groupe de deux enfants se détache: l'un présente une petite corbeille de (fruits), l'autre un bouquet (...) Le promeneur se débarrasse de ces moustiques mais plus loin (...), dans l'anfractuosité d'un rocher, il en trouve d'autres, tout pareils (...). Ce ne sont pas des mendiants: ce sont des enfants de paysans, au sourire intéressé, à la supplication banale. Même dans les rues du village (...), vous n'êtes pas assuré de suivre votre chemin, tranquille. Ne vous attardez pas à contempler. Ne demandez pas à ces polissons le renseignement le plus futile; ne paraissez même pas les apercevoir: votre regard, fût-il empreint de l'indifférence la plus affectée, leur ferait tendre les mains ou les attacherait à vos trousses. Ces petits drôles que vous aurez eu la naïveté de voir et d'écouter, disposent désormais de vous, vous précèdent ou vous suivent, grommelant, gesticulant des indications, s'arrêtant si vous vous arrêtez, courant si vous courez, barrant même parfois la route à votre voiture (...). Il faut les menacer de votre bâton pour les mettre en fuite. On a besoin de faire appel à toute sa bonne éducation pour ne pas crier des injures à tous ces misérables. Ce qui est plus déplaisant encore, c'est la mendicité de la population adulte...»

— Voilà sans doute un texte anti-palestinien! De quand date-t-il?

— Du 1^{er} août 1914!

— Mil neuf cent quatorze! Le 1^{er} août! Le jour de la déclaration de guerre! Et comment s'intitule-t-il?

— *Les Etrangers en Suisse!*

— En Suisse???

— Eh oui! En Suisse! Je m'étais trompé tout à l'heure en parlant d'Arabes — et vous en parlant d'Italiens. C'est signé *Joseph Cernesson*. Un témoin digne de foi! Et dans la très sérieuse *Revue de Paris!*

J. C.

PS. On aura compris que les parenthèses correspondent à des mots que j'ai supprimés parce qu'ils auraient comme on dit *vendu la mèche*.

Lorsque Pierre Mendès-France guidait la gauche sur les chemins du néo-réformisme

Mort de Pierre Mendès-France. La France entière, toutes orientations politiques confondues, au rendez-vous de l'hommage. Exercice de récupération pour les uns, profession de foi pour les autres, nous n'y reviendrons pas.

A l'évidence, l'influence réelle, profonde de cet homme doit encore être mesurée, analysée. On découvrira certainement qu'elle a été, qu'elle reste encore plus considérable que les premiers exégètes de PMF ont su le découvrir.

La semaine dernière, sur le coup de l'événement, nous fixions quelques points de repère qui nous tiennent à cœur. Aujourd'hui, voici un document qui illustrera notre propos.

Grenoble 1966. Seule grande ville française dirigée par une municipalité nouvelle gauche. Et là, début mai, s'affrontent pour un week-end d'études, sans

pathos, les tendances anciennes et nouvelles du socialisme français. Quatre cent participants venus de toute la France et un plateau impressionnant de têtes pensantes pour animer une réflexion qui doit marquer, sous la direction de PMF, le véritable réveil de la gauche.

Deux membres de l'équipe de rédaction de «Domaine Public» participent à la discussion. Nous donnons ci-dessous de larges extraits de leur compte rendu/reportage. La citation nous semble s'imposer pour deux raisons au moins: d'abord parce que l'approche de la réalité française telle qu'elle transparait est une démonstration de «mendésisme»; ensuite parce qu'on découvrira avec étonnement que furent posés là, seize ans avant, une bonne partie des problèmes auxquels la gauche actuelle, parvenue enfin au pouvoir, doit faire face. La parole à DP 52, du 12 mai 1966!

Le printemps de Grenoble 1966

On connaît l'abondance de la littérature politique française: que de plans, de contre-plans, d'horizons proches et lointains, de république moderne, de gauche année zéro, que de socialisme et que d'Europe, sans compter les numéros spéciaux des revues, les monographies, les commentaires des hebdomadaires.

Or, paradoxe, tous les participants à la rencontre de Grenoble commençaient par se féliciter de ce que, enfin, la gauche se mît, avec sérieux, au travail. «Nous inaugurons», déclarait Mendès-France. «Désormais, *hic et nunc*, nous allons nous battre avec les problèmes d'aujourd'hui, et non plus avec ceux d'ailleurs et de jadis», s'exclamaient

André Philip. Chez des hommes qui ont beaucoup agi et beaucoup écrit, quel virginal et surprenant entrain!

De meme, chacun saluait le sérieux technique des rapports présentés, «La gauche et la monnaie», ce titre seul devenait confiture exquise. Or ces rapports sérieux certes, réalistes certes, n'étaient pas d'une ardue technicité. Ils définissaient une manière d'attaquer les problèmes, un style, ils esquissaient des schémas; mais l'analyse chiffrée des faits économiques en était absente (Gilbert Mathieu en fit d'ailleurs la remarque: «Vous parlez de schémas plutôt que de faits cités»). Alors pourquoi cet étonnement admiratif et néophyte? C'est qu'à son tour, sous la pression des circonstances, la gauche française vient de faire sa mue. Quelles sont donc ces circonstances nouvelles? Tout gouvernement de gauche porté au pouvoir

devrait affronter une grève des capitalistes. L'argent passerait la frontière; la monnaie serait en danger. Comment, dans un tel climat, satisfaire des revendications populaires sans courir à l'inflation et à la banqueroute?

LA DIMENSION EUROPÉENNE

Cette question-là est traditionnelle. Mais la gauche française la pose en termes de marché commun. La France socialiste, en proie aux difficultés de la prise du pouvoir, ne pourra pas adopter des mesures contraires au Traité de Rome; les produits français seront soumis à la dure concurrence des pays voisins; la marge d'intervention politique sera donc faible.

Cette libre concurrence européenne, la gauche de Grenoble l'accepte. Ce choix est d'autant plus significatif que la question fut débattue en commission (des commissions ouvertes à tous les participants travaillèrent le samedi soir de 9 heures à minuit) en présence de Mendès-France. Claude Bourdet soutenait la thèse qu'une France socialiste devrait se bâtir hors de l'Europe des Six; il dénonçait la mystique de la concentration d'entreprises; la croyance naïve au «supermammouthisme» (sic). Il fut seul de son avis.

La gauche accepte l'Europe comme une nécessité et comme le seul espoir d'échapper, peut-être, à l'hégémonie américaine. Ce «oui» à l'Europe d'aujourd'hui entraîne de lourdes conséquences.

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Dans le cadre du libre-échangeisme européen et dans l'attente d'une planification européenne, seule sera concevable une économie de marché. Les prix, les justes prix, la satisfaction des besoins des consommateurs, la concurrence sont dès lors admis, à Grenoble, comme les meilleurs régulateurs de l'économie. Toute entreprise devra faire la preuve de sa rentabilité. Un service, même public,

devra travailler sans déficit. L'inflation devra être combattue avec acharnement. Les subventions de l'Etat devront encourager plutôt les entreprises en plein développement que les entreprises défaillantes. Dans un des rapports nous lisons:

«Le marché, c'est le point de rencontre entre les offres concurrentes et les demandes incertaines de l'ensemble des producteurs et des consommateurs. Puisque c'est sur le marché que se joue la partie, il faut que le pouvoir l'oriente et le prépare à sa fonction, mais, en même temps, qu'il s'abstienne d'en détériorer les mécanismes de sélection et d'arbitrage.»

Tout socialiste qui contresigne cette proposition revient, idéologiquement, d'assez loin.

LES CORRECTIFS

Qu'on ne voie pourtant pas, de façon diffamatoire, dans une telle proposition une adhésion au libéralisme.

Tout d'abord, si l'on désire arracher le tiers monde à sa misère, et cette préoccupation ne peut cesser d'obséder la gauche, une répartition internationale du travail sera nécessaire. Pas de libre-échange mondial donc.

L'économie européenne devra être planifiée si l'on espère créer une société différente de la société de consommation américaine. Pas d'Europe libérale donc. Pourtant, à l'échelle mondiale et européenne, ce ne sont là, pour l'instant, que des vœux. Mais sur le plan national, qui délimite la sphère de l'influence politique, tous les moyens capables d'orienter la production et la consommation dans le sens du plan (politique du crédit, de sélection des investissements, socialisation de secteurs importants, réglementation de la publicité, politique fiscale, etc.) doivent intervenir.

Chacun de ces moyens d'agir sur l'économie exige des études poussées. Or les jeunes qui, en majorité, participaient aux travaux de Grenoble, réclamaient ces études. De là cette impression de sérieux que

Philip résumait avec bonheur dans cette formule: «On ne démocratisera les technocrates que lorsqu'on technicisera les démocrates.»

LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

On pouvait être étonné, aussi, à Grenoble, de voir des hommes intelligents et brillants discuter longuement sous la conduite de Maurice Duverger pour établir que le socialisme est inséparable des libertés démocratiques, du droit de contestation, du pluralisme des partis.

Ce sont de bien vieilles évidences qui sont là redécouvertes. Mais cette réanimation a pourtant une double signification.

Toute ouverture vers le parti communiste passe par ces rappels. Mais le courant libertaire n'est pas seulement une précaution indispensable pour préparer une réunification de la gauche. Il est profond et touche à de nombreux secteurs de la vie publique. Et surtout le rappel de ces quelques vérités démocratiques élémentaires marque un renversement des valeurs. Il était un temps où parler de dictature du prolétariat, de «centralisme démocratique» posait son homme de gauche plus dur, plus pur. Désormais ce vocabulaire-là rejoint l'eau de vaisselle. Certes une culture socialiste élémentaire exige que l'on sache que la dictature du prolétariat pour Marx, pour beaucoup de bolchéviks et même pour Lénine, ce n'était pas ce qui devint le stalinisme. Mais c'est l'usage qui décide de l'emploi des mots, et ces mots sont désormais corrompus et définitivement démonétisés. Et il n'était pas inutile de dresser bien tardivement le constat. Cela permit d'approfondir de nouveaux sens du mot liberté. Remarques critiques.

La gauche française, même celle qui se voulait la plus avancée, redécouvre, sans se l'avouer, le réformisme. Vive donc le néo-réformisme! Dans ses préoccupations, on trouve en tout cas plus d'imagination, d'invention que dans le socialisme helvétique. Mais les Français sont faibles sur deux

points: ils méconnaissent le socialisme européen. Il y aurait des pays socialistes à l'Est, et puis il y a... eux qui, par la vertu des ancêtres de 1789 et l'héritage de 1848, incarnent le socialisme (...)

Parce qu'il faut préparer l'après-gaullisme, les socialistes français pensent à prendre la relève: se hisser au pouvoir, demain ou après-demain. Mais ils s'occupent fort peu de la prise des pouvoirs non politiques. Le mouvement coopératif qui demeure une arme un peu émoussée, mais irremplaçable contre le capitalisme, n'est cité dans leurs débats que pour mémoire. De même, d'ailleurs, dans la presse de gauche française: combien d'articles et de reportages sur les secteurs socialisés? Moins que rien en comparaison du commentaire hebdomadaire des intrigues de Guy Mollet et des intoxicantes combinaisons électorales.

Et pourtant la gauche sait que le jour où elle prendra le pouvoir politique, elle se heurtera à la résistance des détenteurs du pouvoir économique. D'où les difficultés qui l'attendent. Alors que fait-elle, dès maintenant, pour renforcer le secteur non capitaliste?

DIRE LA VÉRITÉ

Chez tous les rapporteurs et tous les responsables, on devinait une inquiétude. Des recherches théoriques plus poussées, comment les traduire en mots d'ordre pour les masses? Peut-on être populaire en refusant la démagogie et la facilité? Tout ce que Mendès-France incarne d'espérance tient dans ce pari. Réussir en disant la vérité, en n'escamotant pas les difficultés.

Le pari de la nouvelle gauche française, c'est de croire que le peuple est exigeant, capable de souscrire loyalement aux clauses d'un contrat difficile. Le contraire diamétral du cynisme et du paternalisme gaulliste.

A Grenoble, une esquisse technique du contrat fut discutée. Aura-t-elle une traduction populaire?

Noll, juriste et critique

Peter Noll est mort.

Il est fort probable que bien peu parmi nos lecteurs ait entendu parler de ce professeur de droit pénal de l'Université de Zurich.

Peut-être avez-vous repéré son nom à l'occasion de la parution, en 1980, de son livre sur les dix-sept «traîtres à la patrie» exécutés en Suisse pendant la deuxième guerre mondiale: portraits et faits reconstitués sur la base d'archives jusqu'alors inaccessibles.

Les pénalistes se souviendront de son rôle dans l'élaboration d'une alternative au projet de code pénal du gouvernement allemand — décriminalisa-

tion, resocialisation — alternative qui n'est pas restée sans influence sur le texte finalement adopté. Mais ce qui restera durablement dans l'œuvre de Peter Noll c'est, à mon avis, sa réflexion décisive sur les possibilités et les méthodes d'une législation plus rationnelle. La démarche qu'il propose dans son livre «Gesetzgebungslehre» est tout entière marquée par le souci de la transparence, du débat ouvert et tolérant, qualités nécessaires à l'élaboration des normes juridiques dans une société démocratique. Pour Noll, le juriste ne doit pas être un simple technicien du pouvoir, mais un spécialiste qui porte un regard critique sur le pouvoir. «Le droit n'est pas la simple résultante du pouvoir, mais le résultat d'une réflexion sur le pouvoir.»

Une perspective, il faut bien l'admettre, encore peu répandue parmi les juristes.

J.-D. D.

NOTES DE LECTURE

Gai, gai, marions-nous!

Depuis le milieu des années soixante, la démographie familiale prend des allures intrigantes; le taux de divorce croît rapidement, le taux de nuptialité stagne. Par ailleurs le débat sur la contraception s'intensifie et l'avortement commence à être reconnu comme un phénomène de masse, alors que la répartition des rôles familiaux est mise en question.

Ces phénomènes dérangent, notre image de la famille et du couple se trouble. Le législateur, à l'écoute de la rumeur, est tenté de mettre en place des politiques, de modifier des normes qui balisent l'institution familiale. Sans connaître au juste la nature et l'intensité des changements et des besoins.

Une équipe de chercheurs genevois a tenté d'en savoir plus: comment se concluent les mariages dans les années septante, quelles valeurs les conjoints mettent-ils en jeu, comment imaginent-ils la division du travail dans le couple et comment ces aspirations se réalisent-elles, quelle place est réservée

aux enfants, entre la fusion totale et le contrat spécifique, où se situent les échanges conjugaux? Pour répondre à toutes ces questions ils ont interrogé des couples genevois mariés en 1974-1975, femmes et hommes séparément, à trois reprises: juste après le mariage, après dix-huit mois d'union et après quatre ans.

Les résultats sont surprenants¹. Impossible d'en dresser la liste exhaustive ici. Au-delà de l'évolution apparente de l'institution du mariage, désécurisante pour certains, on voit persister des points forts, même si l'étiquette change: importance des critères socio-culturels dans le choix du conjoint, persistance du rôle du statut et des biens matériels dans le mariage contemporain, qu'on dit pourtant romantique...

Bref, un voyage passionnant dans la famille d'aujourd'hui, une radiographie de notre intimité, un miroir utile tant la distance critique est difficile dans ce domaine capital de notre vie quotidienne.

J. D.

¹ J. Kellerhals / J.-F. Perrin / G. Steinauer-Cresson / L. Vonèche / G. Wirth, «Mariages au quotidien», Edition P.-M. Favre, Lausanne.

L'histoire et la mémoire

9 novembre 1932: «Plus jamais ça!». Toujours vivace, le souvenir de l'intervention de l'armée suisse contre une manifestation antifasciste à Genève, 13 morts et 70 blessés parmi les manifestants. Commémoration ces prochains jours à Genève. A la fin de la semaine passée, le comité de soldats du régiment jurassien (régiment d'infanterie 9) publiait une déclaration: «Jamais nous n'interviendrons contre des manifestations antinocives ou pacifistes, ou contre des travailleurs en grève; jamais nous ne briserons un mouvement populaire; jamais nous n'utiliserons nos armes pour assassiner les droits démocratiques; jamais nous n'accepterons que le 9 novembre ne se reproduise.»

Novembre 1932. Un pan de l'histoire suisse sauvé de l'oubli. Par quel miracle ces morts, ces tirs de mitrailleuse, dans les alentours immédiats du Palais des Expositions, ce mercredi-là, n'ont-ils pas été broyés par l'histoire? Simplicité presque caricaturale du drame, force symbolique de l'événement, certainement; tout cela transparissait déjà du reste dans le communiqué publié le soir même par le Parti socialiste suisse: «Un massacre d'une brutalité inouïe a eu lieu hier soir à Genève. Une soldatesque commandée par la réaction a tiré avec des fusils mitrailleurs sur de paisibles masses de manifestants, 10 ouvriers tués, 39 grièvement blessés et de nombreux autres blessés sont les premiers résultats de ce massacre. Contre ces crimes sauvages, contre cet abattage dans le style des bandits fascistes, nous élevons, au nom de la classe ouvrière suisse, les protestations les plus énergiques et les plus vibrantes. Nous exprimons notre entière solidarité avec la classe ouvrière genevoise qui lutte pour la défense de ses droits contre une bourgeoisie totalement corrompue. Les instances du Parti socialiste suisse vont se réunir immédiatement. Elles donneront aux organisations ouvrières

des instructions pour entreprendre une action générale de solidarité et de défense. La cause des ouvriers de Genève est celle des ouvriers suisses. Vive la solidarité! A bas le fascisme!»

Il y a cinquante ans. Avec le recul on constate que 1932 a été une année intéressante pour l'évolution des idées. C'est ainsi que les mouvements personalistes se manifestent publiquement. L'équipe groupée autour d'Emmanuel Mounier publie les premiers numéros d'Esprit, «la revue des générations nouvelles». En Suisse alémanique, «un groupe de techniciens, écrivains et artistes orientés contre le capitalisme et vers la classe ouvrière, mais indépendants de tous les partis et groupes politiques» publie Information, une revue mensuelle de sociologie, science, éducation, technique et art. Et à Genève, en juillet, paraît le premier numéro d'Eveil, «revue des jeunes». Seul Esprit subsiste cinquante ans plus tard.

Eveil a duré moins d'une année; cinq numéros ont paru, dont le dernier en mai 1933. Les deux derniers numéros portent un autre sous-titre et indiquaient «Revue non conformiste». A la fin de l'expérience, la rédaction est formée de Louis Charles-Baudoin Adolphe Ferrière, Serge Karcevski et Lydie Malan, mais l'équipe est plus large... tout en étant insuffisante (la revue précisée sur la couverture: «en vente dans tous les kiosques de Suisse»).

Avouons qu'aujourd'hui ces textes ont une petite allure élitaire, qui même à l'époque explique peut-être l'échec. Notons cependant un texte signé Labor et intitulé «Chez nos horlogers jurassiens (traditions, tendances, vie spirituelle)». La conclusion donne le ton: «Veuille le Destin venir en aide aux malheureux descendants des horlogers de jadis, ces modestes artisans dont la ténacité sans défaillance créa la prospérité des montagnes! Afin que nous puissions à nouveau, avec l'activité reprise dans les fabriques, recommencer notre tâche de développement moral et matériel, en poursuivant notre idéal de paix, de travail et de liberté.»

Il y a cinquante ans... Qui s'en souvient encore?

OBJECTIF SUBJECTIF

Helena Mach



A M^{me} M. B.-L., conseillère aux Etats genevoise

Jura: le PDC dans ses meubles

Ni le premier tour de l'élection du gouvernement jurassien, ni les résultats de la consultation pour le renouvellement du Parlement, n'auront laissé apparaître de failles sérieuses dans l'emprise démocrate-chrétienne sur le canton du Jura. Passé le remue-ménage électoral, c'est cette stabilité-là — avec de légers réajustements, en sièges et en pourcentages de voix, dus au premier chef à des questions de personnes — qui imprènera à coup sûr la prochaine législature. Avec toutes les conséquences que la prééminence du PDC peut avoir sur la gestion cantonale et sur l'avenir de la «réunification» jurassienne.

Dans l'immédiat, il reste donc à compléter les rangs de l'Exécutif. L'apparition d'un libéral-radical à la place d'un socialiste serait à la fois le signe qu'une bonne part de l'électorat PDC souhaite tourner la page une fois pour toutes en faveur d'une formation qui n'a pas gagné ses lettres de

noblesse pendant le combat pour l'autonomie, et qu'il est gagné par un raidissement conservateur, perceptible ailleurs en Suisse. C'est le jeu qui est ouvert par la décision, prise lundi déjà, au sein de la «petite coalition», de ne pas s'ouvrir au-delà de l'appui au candidat radical-réformiste.

Dans ces conditions, comme on le prévoyait, la carte du Rassemblement jurassien sera très délicate à jouer: il lui faudra trouver des arguments frappants pour faire valoir le bien-fondé d'«intérêts supérieurs» de la patrie jurassienne incarnés dans la reconduction de l'ancien dosage gouvernemental face aux «mérites» d'une entente bourgeoise classique.

A l'origine de ce dilemme cornélien, les socialistes, sur le plan purement arithmétique tout au moins et dans l'immédiat, n'ont guère recueilli les fruits de leur politique de cavalier seul. Nul doute cependant que leur effort pour clarifier le jeu des partis et pour préciser leurs objectifs ne donne une nouvelle cohérence à leur travail parlementaire. L'influence de leur représentant au gouvernement, si représentant il y a, ne pourra qu'en être finalement renforcée.

URGENCE

Priorité aux chemins de fer

Il y a trente ans, autant d'usagers du train que d'automobilistes. Aujourd'hui: un usager du train pour dix automobilistes. «Pour une couche importante de la population, le train est tombé dans l'oubli. La voiture est le moyen de transport dont plus personne ne saurait se passer: et tant pis si l'être humain en vient à oublier qu'il a des jambes; et tant pis encore si le bulletin de santé de notre environnement, pour qui la voiture est un véritable fléau, ne cesse de se dégrader au fil des ans...»

Le constat est connu. Et pourtant les idées même pour un véritable changement de cap se font atten-

dre sous le signe d'une politique des transports rééquilibrée.

Rompant avec la résignation générale, l'Association suisse des transports prend le taureau par les cornes: publication d'un dossier et propositions pour sortir de l'impasse¹. Une cinquantaine de pages remarquablement claires, à la fois prise de position sans ambiguïté pour le train, «le moyen de transport de l'avenir», mais aussi bilan sans concession (historique, économique) de la situation actuelle.

Pour donner une idée du travail fourni, les dix principes de base de la politique ferroviaire de l'AST (objectif: transférer le maximum de trafic de la route au rail) qu'on trouvera largement développés dans cet opuscule qui vient de paraître:

1. *La fréquence et la régularité du train doivent être améliorées.*

2. *Le train doit permettre de gagner plus de temps.*

3. *Améliorer l'accessibilité au train: liaisons optimales avec les transports publics urbains (trams, bus) et pour les piétons; accès facilité pour les vélos et mise à disposition de hangars à vélos dans le périmètre de la gare; service de bus dans les régions de campagne; service à domicile avantageux pour les bagages.*

4. *Les transports publics doivent être mieux reliés entre eux: système de tarifs unifiés, coordination dans les correspondances, temps d'attente limité entre les chemins de fer et les autres moyens de transports publics.*

5. *Supprimer les avantages de la voiture entraînant une distorsion de la concurrence: prise en charge intégrale des coûts sociaux, mettre fin à l'extension du réseau routier, abaissement de la vitesse maximale autorisée à l'intérieur et à l'extérieur des localités (y compris sur les autoroutes), diminution des places de parc dans les villes.*

6. *Le train doit pouvoir faire face à une augmentation de la demande.*

7. *Dans la mesure du possible, éviter la construction de nouvelles lignes: avant de s'engager dans de nouvelles réalisations, il convient de mettre les installations existantes davantage à contribution en utilisant du matériel perfectionné.*

8. *Les améliorations sont à effectuer sur l'ensemble du réseau ferroviaire: elles ne doivent pas se concentrer sur quelques lignes principales, mais au contraire contribuer à revaloriser les transports publics dans tout le pays.*

9. *Le train doit diversifier ses prestations: davantage de voitures-restaurant, de minibars, l'introduction du téléphone, la vente de journaux, service d'information sur l'horaire dans le train, etc.*

10. *Le trafic marchandises à grandes distances doit être entièrement transféré au rail: promotion du ferroutage, du conteneur et des embranchements industriels (les zones industrielles devraient être reliées au réseau ferroviaire).*

¹ «Les chemins de fer», numéro spécial du «Journal AST» (6/82). Adresse utile: Association suisse des transports, Bahnhofstr. 8, 3360 Herzogenbuchsee.